

Convention collective nationale
RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES
(Accord du 14 mars 1947)
(15 juin 1983)

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT N° A-285 DU 8 DÉCEMBRE 2015

MODIFIANT LES ANNEXES I ET III

NOR : ASET1650048M

Entre :

La CGPME ;

L'UPA ;

Le MEDEF,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

La CFDT ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les articles 2, 33, 37, 37 *ter* et 39 de l'annexe I à la convention collective nationale du 14 mars 1947 ainsi que l'article 2 de l'annexe III à ladite convention sont modifiés comme suit :

Article 2 de l'annexe I

Le 1^{er} alinéa est inchangé.

Les 2 alinéas suivants sont remplacés par les dispositions suivantes :

« La revalorisation du salaire de référence est déterminée au même moment que la fixation de la valeur de service du point. La revalorisation du salaire de référence ainsi fixée prend effet au 1^{er} janvier de l'année suivante.

Pour chacun des exercices 2016, 2017 et 2018, il sera fixé en fonction de l'évolution du salaire moyen des ressortissants des régimes AGIRC et ARRCO majorée de 2 %, dans le respect de l'objectif d'un rendement brut effectif de l'ordre de 6 %.

L'évolution du salaire moyen AGIRC et ARRCO sera évaluée par référence à l'évolution prévisionnelle du salaire moyen des ressortissants des régimes AGIRC et ARRCO telle qu'elle est établie par le GIE AGIRC-ARRCO, le cas échéant corrigée ensuite de la différence entre le taux d'évolution constaté l'année suivante par le GIE AGIRC-ARRCO et cette dernière évolution prévisionnelle.

Pour l'exercice 2016, il est fixé à 5,4455 €. »

Article 33 de l'annexe I

Dans le 1^{er} paragraphe intitulé « Financement », il est ajouté, après le 1^{er} alinéa, un alinéa libellé comme suit :

« Pour chacun des exercices 2016, 2017, 2018, le montant global annuel des prélèvements sur cotisations affectés à l'action sociale pour les institutions de retraite complémentaire du régime AGIRC sera maintenu au montant alloué au titre de l'exercice précédent, en euros courants, moins 2 %. »

Le reste de l'article est inchangé.

Article 37 de l'annexe I

L'article 37 est désormais libellé comme suit :

« La valeur de service du point de retraite est fixée par le conseil d'administration de l'AGIRC ou, à défaut de décision de celui-ci, par la commission paritaire. La revalorisation de la valeur de service du point prend effet au 1^{er} novembre de chaque année.

Pour chacun des exercices 2016, 2017 et 2018, la valeur de service du point sera indexée sur l'évolution des prix à la consommation hors tabac, diminuée de 1 point, sans pouvoir diminuer en valeur absolue.

L'évolution des prix sera évaluée par référence à la dernière prévision publiée par l'INSEE pour l'année en cours, le cas échéant corrigée ensuite de la différence entre le taux d'évolution constaté l'année suivante par l'INSEE et cette dernière prévision. »

Article 37 *ter* de l'annexe I

Après le 1^{er} alinéa, il est ajouté un alinéa libellé comme suit :

« Pour tenir compte de la résolution 7 prise au titre de l'article 8 de l'accord du 13 mars 2013, pour chacun des exercices 2016, 2017 et 2018, les dotations de gestion allouées aux institutions AGIRC sont fixées au montant constaté au titre de l'exercice précédent, en euros constants, moins 4 %. »

Le 2^e alinéa qui devient le 3^e et dernier alinéa reste inchangé.

Article 39 de l'annexe I

Après les 3 alinéas, il est ajouté un 4^e et dernier alinéa libellé comme suit :

« Dans la perspective de la mise en place du régime unifié de retraite complémentaire, les réserves du régime ARRCO pourront, en cas de nécessité, être mobilisées au bénéfice du régime AGIRC selon les modalités fixées par décisions conformes des conseils d'administration de l'AGIRC et de l'ARRCO. »

Annexe III

L'article 2 est modifié comme suit :

Dans le 9^e alinéa, « 2015 » est remplacé par « 2018 ».

Fait à Paris, le 8 décembre 2015.

(Suivent les signatures.)